



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## 16 OCTOBRE : UNE ÉTAPE POUR UN AUTRE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les salariés de la Santé, de l'Action Sociale et des Organismes Sociaux se sont mobilisés dans tout le territoire le 16 Octobre 2014 pour revendiquer un autre financement de la protection sociale.

Avec plus de 5000 manifestants à Paris et plus de 150 initiatives de manifestations et de rassemblements devant les préfetures, les CPAM, les ARS et les Hôpitaux, pour rejeter les Plans de retour à l'Équilibre (PRE) dans les Hôpitaux et les Conventions d'Objectifs et de Gestion (COG), cette première journée d'action est un succès.

Dans tout le pays, les salarié-e-s ont manifesté pour exprimer leur rejet du Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale présenté par le gouvernement qui traduit pour la Sécurité Sociale un véritable plan d'austérité.

Il va aggraver toujours plus les conditions de travail, d'emploi et de salaires des professionnels.

Ce sont ainsi plusieurs milliers d'emplois, tant dans la Santé et l'Action Sociale que dans les Organismes Sociaux, qui sont directement menacés de suppression.

C'est l'accès des usagers à un service public de Santé et d'Action Sociale et les services rendus aux assurés sociaux dans les organismes de la protection sociale qui sont remis en cause.

Outre le rejet de ce PLFSS qui va être prochainement discuté à l'Assemblée Nationale, les salarié-e-s ont exprimé leur volonté que soit construit un véritable projet garant de justice, de solidarité et de progrès social.

Contrairement à ce qui est largement distillé par le patronat et le gouvernement, notre système de protection sociale est viable.

Si effectivement il est en difficulté, cela résulte des mêmes politiques menées depuis de nombreuses années pour le déstabiliser.

Ce système unique au monde, ne souffre pas de dépenses qualifiées d'excessives mais d'un réel déficit de recettes. Le rapport de la Cour des comptes concernant la fraude patronale sur les cotisations sociales est de ce point de vue édifiant (entre 20 et 25 milliards d'euros)

**Alors que s'ouvre le débat parlementaire, il y a urgence à créer les conditions de l'élargissement de la mobilisation et le rassemblement unitaire des salarié-e-s.**

**La carte pétition, initiée par la Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale et la Fédération CGT des Organismes sociaux, est un point d'appui pour débattre avec les salarié-e-s et construire avec eux les initiatives d'actions pour gagner un autre projet pour la Sécurité Sociale et la protection sociale.**

Montreuil, le 17 octobre 2014

Case 538  
263, rue de Paris  
93515 Montreuil Cedex

393

Tél : 01.55.82.87.49  
Fax : 01.55.82.87.74  
E-Mail :  
sg@sante.cgt.fr